

Dr. Oumoul Khaïry Coulibaly,
Dr. Adrien Dioh,
Al Assane Samb,
Dr. Serigne Mansour Tall

PROTECTION SOCIALE DES MIGRANTS SÉNÉGALAIS EN GAMBIE ET EN CÔTE D'IVOIRE: *Atouts et contraintes*

Selon le Bureau International du Travail, sur les 214 millions de personnes qui vivent en dehors de leur pays d'origine, 105 millions exercent une activité économique (BIT, 2010). Face à ce constat, **la protection sociale des travailleurs migrants est devenue une préoccupation majeure**. Le caractère multiforme des migrations internationales (temporaire, irrégulière ou clandestine, féminisation croissante, etc.) et les intérêts parfois divergents des pays d'origine et d'accueil concernant l'accès aux droits sociaux constituent un enjeu primordial en terme de protection des travailleurs migrants.

Cette recherche a analysé la protection sociale des migrants sénégalais et les conditions permettant de l'améliorer. Elle constitue un apport à la volonté des autorités du pays de se doter d'une politique migratoire.

Le **cadre légal est, en principe, en faveur de la protection sociale des émigrés**. En tant que membres de la communauté internationale, la Côte d'Ivoire, la Gambie et le Sénégal adhèrent à un certain nombre de principes universels impactant sur la situation des migrants matérialisés dans des instruments juridiques émanant soit des Nations unies, soit de l'Organisation Internationale du Travail.

Des trois pays concernés, le Sénégal est celui qui a ratifié le plus de conventions internationales du travail suivi par la Gambie. La Côte d'Ivoire reste le parent pauvre. Néanmoins, la situation est moins gênante qu'elle ne paraît. En effet, **la seule appartenance à l'OIT impose de respecter les contraintes posées par les conventions dites les plus fondamentales** et relatives, entre autres à l'abolition du travail forcé, à celle du travail des enfants, à la liberté syndicale et à la négociation collective et à l'interdiction des discriminations.

Le Sénégal, la Gambie et la Côte d'Ivoire partagent avec 12 autres pays l'appartenance à la **Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest** (CEDEAO). Pour matérialiser l'objectif de mobilité des personnes en son sein, la CEDEAO use d'une diversité d'instruments juridiques. La réalisation du marché commun implique également la suppression entre les Etats membres

des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi qu'aux droits de résidence et d'établissement.

Créée par 14 Etats le 29 septembre 1993, la **Conférence interafricaine de prévoyance sociale** (CIPRES) participe du souci d'intégration de la sécurité sociale au niveau des pays concernés à travers l'harmonisation des législations sociales et des charges sociales.

Les législations nationales, dans une certaine mesure, procèdent à l'intégration des contraintes juridiques émanant de ces nombreux instruments.

Dans la pratique, l'application de ces instruments est rarement effective. En effet, les dispositions légales sont certes ratifiées par les Etats mais restent éparpillées dans plusieurs sources. Il serait donc utile de les réunir pour obtenir des dispositions légales spécifiques plus accessibles et plus cohérentes.

L'acquisition d'un statut légal pour les migrants sénégalais en Gambie et en Côte d'Ivoire passe souvent par deux canaux : soit le migrant bénéficie d'une régularisation officielle des Etats suite à une loi ou à des opérations ciblées de régularisation d'une catégorie de migrants, soit le migrant use de stratégies collectives ou individuelles d'acquisition d'un titre de séjour (contrat de travail, parrainage d'un employeur, mariage mixte, recherche d'un statut de réfugié).

L'accès à un emploi est facilité par la promotion de l'auto emploi chez les émigrés dans les pays enquêtés : commerce, couture, mécanicien, chauffeur de taxi, bijouterie, ouvrier. Il y avait en Côte d'Ivoire d'immenses opportunités pour les sénégalais durant le 'boom' du café et du cacao. Contrairement aux Burkinabés établis en milieu rural dans le secteur agricole, les Sénégalais se sont installés dans les villes et se sont insérés dans le commerce et des secteurs comme la bijouterie. La proximité culturelle et linguistique avec la Gambie a facilité la promotion des Sénégalais dans les milieux d'affaires. Les Sénégalais dans ce pays se sont intégrés dans le commerce essentiellement.

En **Gambie et en Côte d'Ivoire, la grande majorité des migrants sénégalais ne sont pas des travailleurs salariés et ceux l'étant sont en grande partie employés dans l'économie informelle**. Ainsi, une part importante des migrants sénégalais se trouve occupée dans des emplois précaires à faibles revenus ou dans des activités irrégulières. Ces emplois sont aussi souvent synonymes de mauvaises conditions de travail, de faibles perspectives de promotion professionnelle et de protection sociale limitée si ce n'est pas les mécanismes informels ou tout simplement l'absence de solidarité.

Face à cette situation, la **condition des migrants sénégalais dans ces pays est assez souvent précaire et fragile, malgré des stratégies d'adaptation diverses et complexes** (regroupement familial, l'associationnisme, l'assistance et la solidarité, entre autres). Plus que quiconque, le migrant est susceptible d'être exploité. Relativement souvent, sa situation se traduit par la restriction de certains droits sociaux ou par l'absence d'un cadre juridique de protection spécifique. La sécurité du migrant est d'autant plus fragilisée par le fait qu'elle reste tributaire des conditions sécuritaires dans le pays d'accueil.

Les **rapports avec les autorités diplomatiques et consulaires restent distants et limités** à des relations formelles : cartes consulaires, cérémonies. Celles-ci se réfugient derrière le manque de moyens et surtout le statut des émigrés. La frange des migrants dits irréguliers est souvent laissée en rade du fait de leur statut irrégulier et souvent inconnus, parce que non répertoriés par les services consulaires.

Mues par une logique de perpétuation des habitudes culturelles de la société d'origine, les différentes **associations jouent un rôle d'intégration, d'assistance et de socialisation des émigrés dans les pays d'accueil**. Ces structures associatives remplissent plusieurs fonctions en Côte d'Ivoire et en Gambie, tant pour suppléer l'autorité consulaire souvent inaccessible, tant pour entretenir les relations de solidarité propre au pays d'origine.

Même si les associations proposent des stratégies de substitution à l'inexistence de moyens de protection sociale, **leur intervention est confinée aux membres des communautés et sont limités dans des actions ponctuelles** couvrant seulement la solidarité en cas d'extrême précarité ou vulnérabilité : aides ponctuelles,

rapatriement de corps, etc. La construction d'un système de protection sociale ciblé et permanent est un impératif d'équité pour les travailleurs migrants, souvent exposés à la précarité et à la vulnérabilité du statut d'étranger. Il faut aller au-delà des dispositions communautaires et des principes universels et œuvrer pour la définition de conditions réelles de leur applicabilité.

Pour assurer une meilleure prise en charge des conditions de vie des migrants sénégalais dans ces pays respectifs, il serait important de faire une revue des textes et de les compiler pour obtenir des dispositions légales spécifiques plus accessibles et plus cohérentes. Il faut également aller au-delà des dispositions communautaires et des principes universels et œuvrer pour la définition de conditions réelles de leur applicabilité.

Le **principe de territorialité des lois de sécurité sociale entraîne comme conséquence la non prise en compte des nationaux émigrés ainsi que les membres de leur famille restés au pays**. En matière de sécurité sociale, les Etats définissent le champ d'application de leurs lois en appliquant des règles de territorialité et/ou de nationalité pour le service des prestations. La non portabilité des prestations de sécurité sociale est de nature à dissuader les migrants qui veulent rentrer au pays soit en cours de carrière, soit à la retraite, à renoncer à l'idée de ne plus pouvoir percevoir les prestations pour lesquelles ils ont contribué des années durant. C'est dire donc que **la question de la portabilité des prestations de sécurité sociale est fondamentale** et doit, de ce fait, focaliser l'attention des pouvoirs publics.

Face aux limites des dispositifs nationaux de protection sociale qui ne prennent pas en charge les travailleurs indépendants, **l'assurance volontaire pourrait être une panacée crédible**. Elle est d'autant plus opportune qu'elle peut couvrir aussi bien les prestations en espèces à long terme (pension de vieillesse) que celles à court terme (indemnités de maladie).

L'étude a également montré que **les associations de migrants qui jouent un rôle important dans la perpétuation des liens communs et de solidarité, sont à même de porter la mise en place des mutuelles de santé et de protection sociale pour ce type de migrants** qui exerce, dans leur grande majorité, des activités informelles.

Voir l'étude pour consulter les références